L'hon. Donald S. Macdonald (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, bien entendu le gouvernement ne cesse d'examiner avec attention ces diverses questions, mais je regrette de ne pouvoir pour le moment donner suite à la requête du député.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si vous me le permettez, monsieur l'Orateur, j'aurai deux questions supplémentaires à poser, mais si on ne m'autorise à en poser qu'une, je l'adresserais au ministre des Affaires des anciens combattants. Puisque l'on sait que certaines sommes sont maintenant disponibles, l'honorable ministre va-t-il réclamer vigoureusement une augmentation de la pension d'invalidité de base pour combler l'écart qui existe actuellement?

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): Je ferai encore ce que j'ai déjà fait à maintes reprises. Je ferai tout mon possible.

Des voix: Bravo!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): En sera-t-il de même du côté du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social?

M. Hnatyshyn: C'est la réponse la plus décourageante que l'on nous ait donnée jusqu'ici.

* * *

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

ON DEMANDE LA RAISON DES RENCONTRES PROCHAINES DU
MINISTRE AVEC LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS
NATIONAUX

M. Pierre Bussièrès (Portneuf): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre du Travail. Aujourd'hui les journaux faisaient état de rencontres que l'honorable ministre tiendrait avec les fonctionnaires de la Confédération des syndicats nationaux. Est-ce que l'honorable ministre pourrait donner à la Chambre des indications quant à l'objet de ces rencontres?

[Traduction]

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Eh bien, monsieur l'Orateur, une réunion est prévue dans un ou deux jours avec les dirigeants de la CSN en vue de discussions semblables à celles qui ont eu lieu avec le CTC et le monde des affaires concernant les différentes options que le gouvernement envisage pour la période de décontrôle. C'est la rencontre à laquelle le député fait peut-être allusion.

Questions orales

L'ÉNERGIE

LES DISCUSSIONS ENTRE LE QUÉBEC ET TERRE-NEUVE AU SUJET
DE L'EXPLOITATION DE NOUVELLES SOURCES D'ÉNERGIE
HYDRAULIQUE AU LABRADOR—LA PARTICIPATION POSSIBLE
DU FÉDÉRAL

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et porte sur la rencontre qui a eu lieu entre les premiers ministres du Québec et de Terre-Neuve au sujet de l'exploitation de nouvelles sources d'énergie hydraulique au Labrador. Les services du ministre ont-ils participé de quelque façon que ce soit à ces discussions? Dans la négative, l'un des deux gouvernements provinciaux a-t-il abordé le gouvernement fédéral afin qu'il y participe ou qu'il octroie une aide financière?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Il n'y a eu aucune participation fédérale à ces discussions et je n'ai pas non plus reçu de demande de ces provinces à cet effet.

M. Marshall: Étant donné qu'il existe un potentiel hydro-électrique dans le bas Churchill et compte tenu de la pénurie d'énergie, le ministre serait-il disposé à prendre l'initiative en abordant les deux premiers ministres pour s'assurer que ce projet de développement soit lancé, ce qui serait dans le meilleur intérêt de notre pays? Il a d'ailleurs déjà offert 340 millions de dollars à Terre-Neuve pour exploiter le bas Churchill.

M. Gillespie: J'ai pris cette initiative il y a très, très longtemps. J'attends toujours du gouvernement de Terre-Neuve des renseignements à jour concernant Gull Island. Je suis certainement disposé à négocier sur ce que je considère comme une ressource d'importance nationale, mais j'ai absolument besoin de ces renseignements que détient actuellement le gouvernement terre-neuvien.

* * *

L'IMMIGRATION

JAMES KENNEDY—LES MOTIFS DE L'ARRÊTÉ D'EXPULSION—LA
POSSIBILITÉ DE LA MISE À EXÉCUTION AVANT L'AUDITION DE
L'APPEL

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): J'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, monsieur l'Orateur. Je sais qu'il incombe au ministre d'appliquer les dispositions de la loi sur l'immigration, mais j'aimerais lui parler aujourd'hui d'une question qui concerne les droits de l'homme et que j'ai déjà signalée à son attention il y a trois semaines. Cette question ne vise pas particulièrement James Peter Joseph Kennedy, mais le principe en cause. M. Kennedy est détenu dans une prison à sécurité maximale à Vancouver depuis le 27 mai, soit depuis près de deux mois, parce qu'on le soupçonne d'être quelqu'un d'autre, un terroriste irlandais, bien qu'on ne l'ait accusé de rien au Canada, qu'il n'y ait eu ici aucune audience publique et qu'on n'ait entamé aucune procédure d'extradition à l'égard de Kennedy ou de l'autre homme, McCann. J'aimerais demander pourquoi on a rendu un arrêté d'expulsion et si l'appel à la Cour fédérale qui a déjà été interjeté sera entendu avant l'exécution de l'arrêté.